

Dissipons tous malentendus au sein de notre mouvement

C. FREINET

Il y a des moments difficiles, dans la vie d'un mouvement comme dans la vie des individus. Des événements extérieurs, souvent inattendus, posent des problèmes plus ou moins délicats. Il en naît parfois une certaine nervosité que les ennemis — latents ou déclarés — mettent à profit pour jeter un désarroi qu'ils espèrent favorable à leurs souhaits.

Pour résister il faut d'abord se raffermir, se serrer les coudes, éliminer les malentendus et surtout ne pas mettre l'accent exagérément sur le passif qui pourrait nous obséder mais reprendre de plus belle les initiatives et le travail constructif qui, en soudant les bonnes volontés, nous délivreront de toutes dangereuses obsessions.

C'est ce que nous allons essayer de faire en cette période de Noël et Nouvel An, propice aux examens de conscience et aux souhaits d'avenir.

Nos camarades sont actuellement troublés, et d'aucuns, qui nous observent, ne contribuent pas à les apaiser. Pensez donc ! Pendant vingt ans, pendant trente ans, nous avons mené une campagne obstinée contre l'Etat peu soucieux de l'Ecole du peuple. Et voilà que maintenant nos techniques sont reconnues comme valables et souhaitables, que notre pédagogie est recommandée. Alors naturellement, tous ceux qui ont toujours mené contre nous une campagne ouverte ou sournoise, nous accusent d'être vendus au pouvoir gaulliste. Et certains camarades se posent la question : Avons-nous le droit de continuer à pratiquer des techniques reconnues officielles sous un régime que nous réprouvons ?

Il en est même qui nous conseillent généreusement : « *Ne parlez pas trop de ces fameuses circulaires ni de la reconnaissance de l'Ecole Freinet, cela nous ferait du tort auprès du public laïque* ».

Le SNI peut continuer maintenant cette campagne, devenue officielle, des 25 *enfants par classe*, à laquelle il s'était opposé quand nous la lancions à Aix-en-Provence en 1955. Il peut approuver et parfois même aider telles autres conquêtes dont nous avons souvent été les initiateurs ; il peut, au cours d'une séance du CA de l'OCCE, évoquer les problèmes posés par le rôle des coopératives à l'intérieur des

classes de transition et des classes terminales. Nous seuls devrions nous saborder pour ne pas servir la V^e République.

Voici ce que nous écrit à ce sujet notre camarade Chalard (Corrèze) :

TREVE D'HYPOCRISIE !

Quand de Gaulle se heurte aux Américains dans le Sud-Est asiatique, ce n'est pas pour lui une option personnelle, mais une contrainte imposée par la pression des masses.

Quand les instituteurs « spécialistes » obtiennent une majoration indiciaire, ce n'est pas une manœuvre de division du Pouvoir, mais une victoire syndicale due... à l'action opiniâtre des dirigeants. Mais quand les instructions officielles préconisent, sans la nommer, notre pédagogie, c'est que Freinet et ses disciples se sont livrés pieds et poings liés aux princes qui nous gouvernent !

De qui se moque-t-on ?

Que dire alors de nos camarades des CEMEA qui eux, drapeau déployé et rémunérés, organisent les stages pour classes de transition ? (Nous ne leur reprochons pas puisque nous avons collaboré à leur délicate entreprise. C.F.)

Que dire surtout des dirigeants syndicaux qui participent, cooptés par qui vous savez à des Commissions non élues et inconstitutionnelles, ou à des garden-party chez le ministre ?

Heureusement, en France, le ridicule, depuis longtemps, a cessé de tuer...

Camarades, ne nous attardons pas à des péripéties marginales. Nous serons vilipendés sous toutes les Républiques, quel qu'en soit le numéro ou l'étiquette politique du Ministre de l'Education Nationale. Les résultats positifs de notre travail sont la meilleure réponse à ceux dont nous troublons le confort physique et intellectuel.

Nous aussi, comme les CEMEA, nous

allons, drapeau déployé, vers les buts éminents dont nous sentons la nécessité.

La pédagogie doit-elle se plier aux fantaisies des régimes ?

Depuis quarante ans, nous avons souffert de tous les régimes, et nous n'avons cessé de lutter contre eux parce que les efforts qu'ils faisaient pour l'Ecole du Peuple dont les éducateurs ont la charge n'étaient jamais à la mesure de nos besoins et de notre commun idéal. *Et sous tous les régimes nous avons continué nos recherches et notre action pour une humanisation et un meilleur rendement de notre travail.*

Devons-nous cesser ces recherches et cette action sous le prétexte accidentel que de Gaulle est au pouvoir ? Devons-nous retourner à la pédagogie traditionnelle abêtissante dans ces classes de transition où l'on nous invite à travailler, de crainte que nos réussites risquent de renforcer un pouvoir que nous combattons ?

Les camarades de notre mouvement, quelles que soient leurs options sociales, syndicales et politiques, ont en commun une conception autrement généreuse et efficace de leur fonction d'éducateurs. *Sous aucun régime, et sous aucun prétexte, nous ne saurions, pour des fins politiques passagères et aléatoires, nous prêter à des manœuvres qui constituent en fait comme un véritable sabotage de l'Ecole publique.*

D'abord parce qu'il est contraire à la nature — et donc monstrueux — qu'un ouvrier sabote sciemment son travail. Il n'y a qu'à voir avec quelle application — affectueuse, allais-je dire — le paysan soigne ses champs ou son jardin, le berger son bétail, l'horticulteur ses fleurs, et l'ouvrier sa machine. Un travail bien fait, artistement présenté, un outil qui permet d'en-

courageantes performances, une production qui bat des records, tout cela fait partie de la dignité, de la fierté, de la vie du travailleur. Les organisations corporatives et syndicales cultivent et défendent ce sentiment lorsqu'elles font établir des appellations contrôlées, interdisent le coiffage des livraisons conditionnées, donnent la priorité à la qualité, font confiance à la conscience professionnelle des mécaniciens d'autobus, de trains ou d'avions, et de tous ceux en général dont le métier est au service de grandes masses d'individus. Et cela quel que soit le régime.

Je ne sais par quelle aberration individuelle et collective les travailleurs de l'enseignement font exception à cette règle d'or, et acceptent de gaieté de cœur le sabotage de fait d'une des fonctions les plus éminentes : la formation des hommes de demain.

La grande masse des éducateurs ont aujourd'hui conscience de faire du mauvais travail, mais ils dégagent volontiers leur responsabilité en disant : « *C'est le pouvoir qui ne prend pas les mesures nécessaires pour l'efficacité de notre travail!* » Comme des parents qui, conscients de la formation défectueuse et insuffisante de leurs enfants, se contenteraient de prétexter : c'est la faute à de Gaulle ou à M. X... Non le réflexe des parents est en l'occurrence, toujours et partout, de faire l'impossible pour que leurs enfants ne pâtissent pas des conditions éducatives qui leur sont imposées. Ils interviennent eux-mêmes, surveillent les devoirs ou font donner des leçons, s'enquière auprès de maîtres.

Nous pensons, nous aussi, que lorsqu'il s'agit de cette préparation de nos élèves à leur fonction d'hommes et de citoyens de demain, nous ne devons jamais nous lasser de chercher et de

revendiquer politiquement, syndicalement et pédagogiquement aussi. Notre métier, nous devons sans cesse travailler à l'améliorer. Notre orgueil doit être, non de servir l'ordre établi, mais d'entraîner nos élèves à penser par eux-mêmes et à se libérer de leurs ancestrales servitudes. Tout en luttant, avec les autres organisations laïques et démocratiques contre les éléments d'une réforme qui ne nous semblent pas favorables à cette libération, nous n'en jouerons pas moins partout, avec notre plus total dévouement, notre rôle d'éducateurs, pour que nos enfants pâtissent le moins possible des décisions imposées par les hommes qui nous gouvernent.

Nous ne disons pas qu'on doive pour cela adopter, inconditionnellement, nos techniques. Nous voudrions surtout créer ce besoin nouveau des éducateurs de s'intéresser à leur métier pour en faire ce qu'il devrait être : le plus beau des métiers.

Cette pédagogie aujourd'hui si dédaignée, et dont s'occupent si peu les grandes organisations syndicales, elle devrait être la revendication numéro 1 des éducateurs, parce que c'est d'elle que découleront tout naturellement les autres revendications vitales : locaux, outils de travail, formation, donc traitement des instituteurs, organisation des études et réformes scolaires.

Ce n'est pas nous qui devons être blâmés de préconiser une meilleure pédagogie, sous un régime peu enclin à faciliter la formation des masses, mais les passifs et les suiveurs qui sacrifient l'éducation des enfants aux aléas des luttes syndicales et politiques, compromettant ainsi demain pour le présent, la démocratie à venir aux luttes d'arrière-garde où leur impuissance les a relégués.

L'urgence de ce renouveau pédagogique, c'est encore un de nos meilleurs militants qui le préconise dans la revue *L'Ecole Emancipée* :

Par la diffusion de leurs idées d'avant-garde, les révolutionnaires visent à éduquer leurs camarades d'atelier, d'usine, d'école, de syndicat. A chaque instant ils essaient d'ouvrir l'esprit des travailleurs afin que ceux-ci acquièrent cette « conscience de classe » qui fait les révolutionnaires. Mais il est bien évident que plus les travailleurs adultes auront subi dans leur enfance et leur adolescence l'emprise d'une éducation dogmatique, robotisante, abrutissante, une éducation les entraînant à la résignation, à la docilité, à la soumission, au conformisme, moins ils seront réceptifs en face de la propagande révolutionnaire. Il est donc indispensable de réclamer des éducateurs professionnels une pédagogie libératrice, apprenant à l'enfant à observer, à juger, à comprendre avant même que d'apprendre, à expérimenter plutôt qu'à enregistrer passivement. Qui ne voit pas là que la véritable éducation et les méthodes pédagogiques qu'elle suppose conditionnent le succès de l'action révolutionnaire « à moins de compter pour accomplir la révolution, sur un troupeau d'instincts, et d'instincts dévoyés » comme l'écrit Marcel Martinet dans son livre « Culture prolétarienne ».

o

On nous dira qu'il y a urgence, que les effets de ce travail d'éducation n'apparaîtront que lentement et qu'il faut d'abord réduire à merci les tenants d'un système social oppresseur et haï.

La question n'est pas nouvelle : Proudhon la posait déjà à peu près en ces termes : « Faut-il faire la révolution pour faire des hommes, ou faire des hommes pour faire la révolution ? »

Laissons d'ailleurs Marcel Martinet répondre mieux que je ne saurais le faire :

« Parce qu'aujourd'hui l'action nous presse, c'est justement pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il faut songer à l'éducation... Oui, il faut tout entreprendre à la fois et, contradiction de plus, il faut quand même travailler avec ordre, parce que la vie est ainsi, parce qu'elle est un tout et n'attend pas.

...Songent-ils parfois, ceux qui parlent tant d'action et, par un calcul étroit et une logique abstraite, sacrifient tout à leur courte conception immédiate, imaginent-ils parfois une situation révolutionnaire devant laquelle ils se trouveraient sans que personne ait jamais songé à l'éducation des jeunes et des vieux ? Croient-ils qu'on improvise aisément, par inspiration mystique en telle matière ? »

o

Non la pédagogie, c'est-à-dire la science éducative, n'est pas un « problème isolé du contexte social ». Il n'est nullement besoin de rappeler combien tous les grands penseurs sociaux et révolutionnaires ont accordé d'attention aux problèmes des méthodes d'enseignement. C'est en ce qui concerne ce dernier que s'applique le mieux la formule célèbre : « la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne ».

●

Nous ne prendrons pas en l'occurrence une position de coupables. Nous dénoncerons impitoyablement les éducateurs qui, avec des mots d'avant-garde font en définitive une besogne de conservatisme social et de réaction.

La laïcité

Autrement passionnée est la question de la laïcité en général et des éducateurs catholiques en particulier, et pour laquelle nous nous trouvons en présence d'opinions diverses souvent opposées et contradictoires.

Je vais essayer de faire la synthèse des

nombreuses lettres, toute nourries, sérieuses et intéressantes, qui nous sont parvenues à la suite de nos communications de *Techniques de Vie*.

Et d'abord celle d'un camarade qui fait le point de la question :

Cet intérêt de plus en plus manifeste qu'éprouvent les milieux confessionnels pour nos techniques pédagogiques me paraît être en relation d'une part avec le grand mouvement de rénovation et de transformation qui secoue l'Église catholique dans ses structures et ses méthodes d'action. D'autre part s'insère dans la politique gaulliste qui tend à saper insidieusement l'école laïque au profit de l'école privée.

Il était indéniable que, jusqu'à ces dernières années, l'école laïque était compétente techniquement, et que son enseignement même traditionnel, donnait satisfaction à l'ensemble des parents, parce que en général, le personnel était préparé techniquement à son métier et le faisait avec conscience.

L'école privée était retardataire dans ses procédés, parce que son personnel sous qualifié et mal payé, n'était pas à la hauteur de ses tâches.

L'option gaulliste tend à renverser cet état de choses et à rétablir la situation normale de tout état autoritaire, ou semi-autoritaire, un enseignement de qualité, privé, pour les enfants de la classe qui soutient le régime, et d'où l'on tirera les cadres nécessaires à l'activité du pays ; un enseignement médiocre, public, qui maintiendra les enfants du peuple dans une demi-ignorance et empêchera leur accès vers la culture.

La réforme de l'enseignement actuelle, par les orientations prématurées des enfants dans les couloirs rigides des CES montre bien cette intention en ce qui concerne l'avenir que l'on réserve aux enfants du peuple à l'intelligence concrète, et non verbo-conceptuelle.

Or la réalité des faits montre que pour avoir une école privée de qualité, il y faut des maîtres bien payés (on s'y emploie), des conditions de travail correctes (voir les contrats des écoles privées où l'on n'exige pas plus de 25 élèves pour créer une classe) et une pédagogie renouvelée mieux adaptée à l'esprit du siècle.

Où va-t-on pêcher cette pédagogie « renouvelée ? » Chez les théoriciens de l'école nouvelle ? au Groupe Français d'Éducation Nouvelle ? En partie pour la théorie, oui ; mais on n'y apprend pas à faire la classe. Dans les écoles nouvelles ? aucun souffle nouveau ne les traverse statistiquement.

On va donc venir chez nous puiser le résultat d'une expérience incontestable, dans nos groupes, dans nos stages, dans nos congrès. On y puisera des idées nouvelles de l'école : des activités nouvelles qui flattent les parents sur les réussites artistiques de leurs enfants (expression libre, travaux artistiques), on laissera probablement tomber tout ce qui peut être dangereux (conseils de classe et marche vers l'autogestion).

Des techniciens vont se former à notre contact, camarades dont l'honnêteté n'est pas à mettre en cause car ils sont pour la plupart passionnés de pédagogie ; mais que l'on saura le jour venu reprendre en main par le canal de leurs organisations confessionnelles et mettre au service de l'enseignement privé. Ils deviendront instructeurs à leur tour, ils organiseront des stages de formation mis au service de l'école privée.

A ce moment-là, on n'aura plus besoin de nous. Ce que nous avons patiemment mis au point pour l'école laïque, d'autres se le seront appropriés, et j'ajoute, seront bientôt en mesure de le réaliser dans les faits parce que mis en application dans des écoles qui auront gardé une échelle humaine (verdure, parc,

classes aménagées dans des vieilles maisons bourgeoises, effectifs limités, crédits importants).

Pendant ce temps, l'école populaire que l'on arrache des campagnes pour la transporter vers les concentrations urbaines des bâtiments-casernes étouffera dans ses murs et avec ses moyennes de 40 à 45 enfants, ne pourra guère songer à avancer dans la voie du progrès pédagogique.

On aura, dans l'intervalle, établi par une soi-disant « expérimentation » qui n'aura été qu'un sabotage, que les techniques de l'École Moderne, officialisées, n'ont amené que « pagaille et dispersions » et qu'elles sont surtout valables dans des conditions exceptionnelles de locaux et d'esprit d'initiative des enfants (voir école privée : petit effectif, enfants intelligents, etc...)

Voilà à mon avis le schéma de l'opération en cours. Qu'y pouvons-nous faire ? C'est là qu'est le drame.

Si nous continuons à accueillir n'importe qui chez nous, nous contribuerons à remonter les possibilités d'une expérimentation de nos techniques à des gens qui par une pente naturelle, n'auront que trop tendance à les émasculer en n'en gardant que l'aspect flatteur et en amputant les techniques essentielles de coopération et d'autocritique.

Si nous arrêtons cette invasion, nous nous replions sur nous-mêmes rejetés que nous sommes (par l'interdit syndical) de cette école laïque par ses conditions de travail absolument monstrueuses et continuons à travailler en « francs-tireurs », comme nous le faisons depuis 30 ans, à nos risques et périls, dans les secteurs les plus perméables (perfectionnement, transition).

Je ne serais pas étonné si dans 10 ans (si l'optique politique continue vers une mainmise progressive de la technocratie

sur les leviers de direction du pays) bien des jeunes instituteurs, formés aux techniques Freinet par nos soins, ne se fassent arracher à prix d'or par les « institutions privées » et peu conscients d'une mission laïque de plus en plus abstraite, se laissent gagner par un salaire plus décent vers ce qui sera devenu un véritable enseignement public parallèle. Bien sûr le syndicat aura beau jeu pour mettre en relief ce qu'il appellera la « trahison » des camarades, et qui ne sera en fin de compte que la recherche de conditions plus humaines de travail. Voilà où m'amènent mes réflexions dé-sabusées.

Si je n'espérais un changement prochain d'option politique, je verserais facilement dans l'amertume. Mais si ce changement arrivait — et rien n'est impossible — il nous faudrait pouvoir fournir au pays rapidement une masse importante de techniciens de la pédagogie moderne : à l'expérience acquise au « banc d'essai » de la classe. Ces techniciens ne se forment pas en huit jours dans un stage. Il leur faut ensuite plusieurs années de pratique pour se sentir vraiment à l'aise dans leur nouveau comportement d'éducateur. C'est cela qu'il nous faut continuer avec opiniâtreté — et cela dans les secteurs où ces maîtres auront les meilleures conditions de travail et pourront durer. Ailleurs ils s'usent et abandonnent. Préparons en silence nos ouvriers, et le jour venu, quand on aura besoin d'eux, nous pourrons répondre « présents ».

En attendant, et dans l'optique gaulliste, je pense qu'il faut être très prudent et prendre nos distances.

1°. - Pourquoi le problème se pose-t-il à nous avec tant d'acuité ? Pourquoi en arrivons-nous à suspecter nos camarades catholiques dont nous apprécions d'autre part la sincérité, la loyauté, le courage et le dévouement ?

Si les catholiques étaient tous comme ces camarades des chrétiens s'appliquant à penser, à agir et à vivre selon les enseignements du Christ, nous travaillerions en paix avec eux la main dans la main. Mais ils sont dans une église au sein de laquelle peuvent cohabiter — et ce n'est pas toujours un avantage — fidèles du Christ et cléricaux qui le trahissent; une église qui couvre de son autorité les pratiques obscurantistes et réactionnaires de tous les chouans de l'Ouest de la France, et d'ailleurs; une église dont certains prêtres continuent ouvertement la lutte contre l'École laïque abhorrée.

Si on trouve que nous exagérons un tant soit peu, il nous sera facile d'apporter des preuves de cette action cléricale, essentiellement réactionnaire, qui ne vise nullement à former des hommes, mais à préparer les partisans serviles qui maintiendront son pouvoir, et dont nos camarades instituteurs sont les plus directes victimes.

Alors nos camarades craignent que, en cas de besoin, par des manœuvres sournoises dont l'Église a le secret, nos bons camarades chrétiens servent, malgré eux, de caution dans l'incessante lutte de l'Église contre l'École laïque.

Voilà le seul état de fait qui gêne cette intégration parfaite de nos camarades catholiques au sein de notre mouvement d'École Moderne. Pourrions-nous leur demander une sorte de déclaration solennelle, attestant que s'ils étaient amenés à choisir entre le cléricisme et la rupture avec l'Église, c'est cette rupture qu'ils choisiraient courageusement?

Nos camarades sont inquiets aussi à cause de la mission de prosélytisme que confère à ses adhérents la *Paroisse Universitaire*, et ils savent que ce prosélytisme est toujours quelque peu

en opposition avec le libre arbitre dont ils s'honorent.

Voici justement ce qu'en pense un bon camarade catholique :

Nous sommes encore plus sensibles que vous à la part importante du cléricisme, de l'endoctrinement, de l'embrigadement dans la vie de l'Église. En plus des faits que tu signales, il faudrait, par exemple, dans le domaine de l'éducation, flétrir cette comédie sacrilège de la « rénovation des promesses du baptême » qui permet de remplir les bancs de l'église, pendant 3 ou 4 ans, d'enfants dont les parents n'ont d'autre souci que le conformisme, ou encore de ces confirmations systématiques et en séries qui font penser aux séances de vaccinations obligatoires. Nous en sommes pleinement conscients, et nous en souffrons plus que vous.

Pour nous, le problème du « terrain d'entente » ne se soulève même pas. Si la laïcité, c'est le profond respect de la personne, c'est l'éducation de l'autonomie de la personne, c'est la lutte contre tout endoctrinement, tout embrigadement, le catholicisme véritable ne peut exister, que dans un état et une société laïques, l'éducation religieuse nécessite un préalable d'éducation laïque, l'école confessionnelle est aussi anti-religieuse autant qu'elle est anti-laïque. On ne peut être catholique sans engagement laïc.

C'est pourquoi nous sommes tellement à l'aise dans l'École Moderne. Le véritable combat laïc, dans le domaine de l'éducation, c'est elle qui le mène. Les principes mêmes de la pédagogie Freinet coïncident parfaitement avec mes principes religieux.

C'est parce que je suis catholique que j'ai choisi cette pédagogie. C'est parce que je suis catholique que je travaille avec les camarades qui veulent instituer une école véritablement libre et laïque, et dénonce avec eux l'attitude militante de certaines Paroisses Universitaires,

le cléricisme d'une partie du clergé, l'endoctrinement inhérent à la conception même des écoles libres. C'est parce que je suis catholique que j'approuve l'attitude des camarades pour qui laïcité est synonyme d'anti-religion, dans la mesure où ces camarades sont des laïcs sincères qui voient dans toute religion un asservissement. Ce n'est évidemment pas leur opinion que j'approuve. Mais si cette opinion est sincère, je les mépriserais de ne pas agir en conséquence.

Que pensent nos amis catholiques de cet exposé loyal et sincère qui devrait contribuer à nous rapprocher encore, loin de la réaction cléricale que, nous le savons, ils exècrent aussi parce qu'ils la savent la principale ennemi de la vraie religion ?

2°. - Mais nos amis catholiques s'élèvent à leur tour contre une sorte de sectarisme de gauche, contre les sectaires de la laïcité, ceux qui savent proférer de grands mots et user de beaux discours, d'autant plus formels et véhéments que, dans la pratique, leur rigorisme est parfois sujet à caution.

Les catholiques se posent même la question : si on faisait un relevé objectif des laïques à 100%, c'est-à-dire qu'on en exclue ceux dont la femme va à la messe, ceux qui baptisent leurs enfants ou leur font faire la première communion, le graphique baisserait bien vite de quelques crans.

Nous nous élevons, quant à nous, aussi bien contre le verbalisme de gauche que contre le sectarisme de droite. Il ne suffit plus de faire des discours sur la laïcité ; il faut vivre cette laïcité. Et c'est à l'Ecole d'abord que nous, instituteurs, devons défendre la laïcité. C'est en l'ennoblissant comme veut le faire le SNI (souhaitons que ce ne soit pas seulement en paroles), c'est

en lui redonnant le prestige du début du siècle, c'est en en faisant une école de libre arbitre et de démocratie, de civisme et de courage que nous lui permettrons de prendre et de garder la tête du peloton du progrès, capable de distancer définitivement les attardés de l'obéissance et du dogmatisme.

Nous œuvrons pour cette école laïque ennoblée et nous sommes persuadés que c'est le meilleur des combats. Et c'est pourquoi nos adhérents sont en définitive les meilleurs laïques, ceux qui, par-delà les manifestations spectaculaires, œuvrent en bons ouvriers pour que vive l'Ecole laïque, riche de promesses et d'avenir.

Ecole Moderne et laïcité vont de pair.

J'ai été délégué aux Etats Généraux du Désarmement, organisés par le mouvement de la Paix, seul délégué non communiste de la Corrèze.

Toujours d'accord avec toi lorsque tu redoutes que certains de nos adhérents, de par leur appartenance à une organisation extérieure, soient susceptibles, s'ils sont en position de force, de faire dévier notre mouvement. Ce danger existe-t-il en ce moment du fait de nos camarades membres de la P.U. ? Certains camarades pensent que oui. Personnellement, je suis mal placé pour juger sur le plan national.

Tout ce que je peux dire, c'est que je suis certain du contraire sur le plan départemental. Et je te ferai remarquer que les camarades qui crient le plus fort : Au feu ! sont précisément ceux qui ne connaissent pas la P.U. que par l'idée qu'ils s'en sont faite dans leur tête. Je pense à la réaction de ce camarade apprenant l'appartenance d'un autre camarade à la P.U. et qui a eu ces mots : « Je ne l'aurais jamais cru, il a l'air si gentil » (sic). Avec la mine horrifiée de la chaisière de St-Sulpice apprenant que le jeune homme qui la salue bien

poliment chaque fois qu'il la croise dans l'escalier est membre du Parti Communiste. A ce stade-là, il ne s'agit plus d'une réaction rationnelle, mais d'une réaction passionnelle.

Mais l'Ecole Moderne a annoncé la couleur. Le mot laïc est en toutes lettres dans le titre de la CEL. Les gens qui viennent à nous savent à quoi s'en tenir. Je crois que l'on doit leur faire confiance a priori, quelle que soit leur origine. Mais faire confiance ne signifie pas se bander les yeux. Je crois que l'on juge les gens sur leurs actes, et non pas sur une étiquette dont on les a, parfois hâtivement, affublés? Là, je rejoins ta proposition de déclaration condamnant sans réserve tous les moyens de coercition utilisés contre l'école laïque. Il suffit simplement que les termes de cette déclaration puissent être approuvés par tout homme honnête et de bonne foi, quelles que soient ses opinions personnelles. Ainsi, ceux qui nous rejoindraient dans un but inavouable, seraient bien obligés de se démasquer ou de trahir leur signature.

Il est certain, écrit un autre camarade, qu'on a l'impression que les P.U. davantage que les laïques, s'intéressent à notre mouvement. Il y a sûrement plusieurs raisons à cela : celle qui consiste à penser qu'on pourra recruter dans nos groupes est certainement valable. Mais il y a aussi le fait que les P.U. vont dans tous les mouvements qui leur semblent avoir quelque avenir indépendamment du simple fait que parmi eux nombreux sont ceux qui sincèrement ont évolué vers des positions de militantisme social d'avant-garde, plus avancées il nous faut bien le dire, que les positions petit-bourgeoises défendues actuellement dans le SNI écartelé en son sein par des positions corporatistes étroites nées des soi-disant spécialisations.

On ne peut interdire l'accès dans notre

mouvement à aucune secte sauf dans le cas où elle aura fait preuve de son intention d'utiliser le mouvement à ses fins.

Le nombre de bons laïques, dans l'ICEM, est tout de même rassurant. Nous ne sommes pas au bord d'une catastrophe. On pourrait peut-être reprendre quelques articles à caractère général concernant la laïcité dans L'ÉDUCATEUR. Les positions seraient claires.

3°. - Et puis il y a les jeunes qui n'ont plus de la laïcité la conception qui avait cours il y a dix ou vingt ans. Ils nous semblent plus enclins que nous à voir dans les individus qu'ils côtoient des hommes et non des partisans. Laissons-leur la parole pour ne pas risquer de déformer leur pensée.

Ce problème n'est pas seulement un problème de doctrine, mais aussi de générations. Nous sommes certains « jeunes athées » qui n'ont pas connu les luttes laïques et héroïques qui ont divisé la société française en deux. Qu'y faire? Rien. Simplement nous pouvons aborder ce problème plus froidement et plus largement. Nous n'avons pas cette hargne envers les croyants qui fait presque penser à un complexe d'infériorité ou de frustration... (C'est un peu le même genre que le « Hitler? connais pas » de la jeunesse actuelle). Et nous savons que ce n'est pas en attaquant méchamment un tel ou une telle au stage jusqu'à le fâcher ou la faire pleurer que nous ferons avancer le problème. Il vaut mieux s'adresser au bon Dieu qu'à ses saints...

Pourquoi attaquer des gens aussi laïcs que nous (lisons leurs statuts) parce qu'ils sont croyants? C'est mélanger les problèmes...

Ce n'est pas un problème de croyance, mais un problème de politique. Deux forces sont en jeu. Luttes politiquement. Luttes syndicalement.

Essayons d'affaiblir, de miner l'influence de la hiérarchie de l'Eglise en tant que force politique et agissante.

Et laissons donc tranquille le pauvre gars qui croit en Dieu comme d'autres à la pédagogie, le pauvre gars qui est déjà suffisamment large d'esprit pour être croyant et laïc. Ne soyons pas plus sectaire que lui.

Je ne mets absolument pas en doute la sincérité et le bon vouloir des camarades croyants que je connais quant à leur détachement de l'église réactionnaire et militante et j'ai été offusqué, peiné et, parfois écœuré par l'attitude et les paroles de certains.

J'avais déjà bien souvent discuté de laïcité et de croyances, mais toujours avec des camarades de mon âge : athées, croyants, non-violents, etc... Jamais la discussion n'avait pris ce ton hargneux et revancharde...

Mais comme je le disais, c'est surtout un problème de générations...

5°. - Et vous, nous dira-t-on, que concluriez-vous de cette confrontation?

a) Dans la pratique courante de notre travail pédagogique nous ne pouvons ni ne voulons faire aucune discrimination entre les camarades de quelque tendance, croyance ou parti qu'ils se réclament.

Dans notre travail ordinaire d'ailleurs nous n'avons pas à en connaître, et nous n'en connaissons rien. Nous sommes tous attelés à notre tâche pour laquelle nous sommes tous totalement d'accord (les divergences techniques et technologiques étant toujours possibles et même souhaitables puisqu'elles n'affectent en rien l'esprit de notre travail commun). S'il en est qui, à un moment donné, ne sont pas d'accord avec nous, ils restent totalement libres d'aller vers d'autres horizons qui leur semblent plus favorables.

Et nous devons dire que sur ce plan du travail, nos camarades catholiques ne sont pas en reste pour ce qui concerne la foi en l'enfant, le désir de le servir, l'aptitude au dévouement et à la générosité.

Nous avons réalisé chez nous la fraternité du travail. Elle nous unit et elle nous suffit.

b) Les craintes des camarades ne sont pas venues de cette période de collaboration intense qui se poursuit tout au long de l'année scolaire.

C'est seulement au moment des stages et des Congrès que nos camarades ont l'occasion de s'émouvoir de la présence de personnes qui ne sont en général pas des travailleurs, mais qui sont là pour remplir une mission de prosélytisme. Ne les a-t-on pas vus parfois recruter des collègues qu'ils entraînent à la messe matinale?

C'est donc à ces seules occasions que des craintes et des conflits peuvent surgir avec certains camarades catholiques. Nous savons que nos camarades travailleurs regrettent les incidents qui ont ainsi pu surgir à l'encontre d'un travail profond et fraternel.

Il y a eu peut-être dans certains stages des colloques organisés sur l'esprit Freinet au cours desquels notre position vis-à-vis des catholiques n'a pas toujours été très bien posée. Ou du moins elle a été posée et débattue entre gens convaincus de la valeur de leur idéal et qui l'ont défendue âprement, parfois avec un brin de dogmatisme — ce qui n'est pas tellement anormal.

Je crois qu'il suffit à l'avenir, dans nos stages et Congrès, de nous en tenir à notre commun souci de rester fidèles à notre idéal et à nos fois, ce que nous pouvons tous en toute loyauté au sein de notre mouvement.

Il faut à tout prix nous préserver dans notre mouvement de ceux qui n'y

sont pas des travailleurs et qui viennent là pour discourir, pour nous infléchir les uns et les autres vers les tendances qu'ils préconisent. Là est le seul danger. Avec les camarades

travailleurs quels qu'ils soient, nous serons toujours d'accord. Si j'ai tort... veuillez me l'écrire.

C.F.

Pour le Congrès de BREST

Dans le cadre de la *Modernisation de l'Enseignement*, nous étudierons plus spécialement le thème :

L'ÉCOLE, chantier de la démocratie

Pour former en l'enfant l'homme et le citoyen de demain, l'École Moderne est une nécessité

1°. - L'École traditionnelle prépare-t-elle l'homme qui, demain, devra agir en homme, en citoyen, en démocrate ?

Ou, au contraire continue-t-elle à former des suiveurs, des sujets et des robots ?

C'est en renouvelant, sur ce point précis, notre critique de l'enseignement actuel que nous ouvrirons le débat.

2°. - Après la critique, la construction : nous montrerons comment l'École Moderne prépare cet homme et ce citoyen.

3°. - Nous rechercherons ensuite comment les méthodes reconnues valables pourraient être généralisées. Quels obstacles nous empêchent de faire passer dans la réalité pratique les projets théoriques des uns et les Instructions ministérielles officielles.

Des décisions d'action suivront.

Nous présenterons plus en détail ce thème dans notre prochain numéro.

Dès maintenant, pensez à assister nombreux à notre

GRAND CONGRÈS DE BREST

du 12 au 16 Avril 1965

au Collège Scientifique Universitaire